## Au Burundi, un proviseur français accusé de harcèlement reste en poste

Mediapart, 3 juillet 2022 Accusé de harcÃ"lement, de sexisme et de recours à la prostitution, le proviseur de l'école française de Bujumbura est toujours en poste, malgré de nombreuses alertes à l'ambassade de France et au ministÃ"re des affaires étrangÃ"res. Sur le papier, l'école française de Bujumbura a de quoi faire rêver : un grand terrain arbor plein centre de la capitale burundaise, plusieurs bibliothÃ"ques, une mini-ferme, un potagerâ€l Le rÃ"glement intérieur de l'école, qui compte un peu plus de 400 élÃ"ves de la maternelle au lycée, rassure sur l'ambiance qui y rÃ"gne : rançaise, on apprend et pratique Â «Â la tolérance, le respect d'autrui, l'égalité entre les sexes, le refus de tour discrimination Â», et Â «Â toute forme de violence psychologique, physique ou morale Â»Â est proscrite.

Une partie de l'équipe enseignante accuse pourtant la direction de l'école, et en particulier son proviseur â€" un détaché de l'Éducation nationale française – de passer outre ces principes. Dans huit témoignages écrits que pu consulter, des enseignant·es et ex-enseignant·es de l'école dénoncent un Â«Â climat de peur Â», de dénigre d'intimidation, ainsi que des propos jugés sexistes et islamophobes. Un neuvià me témoignage porte sur de possibles faits de recours à la prostitution et d'encouragement à la prostitution (interdits par la loi tant française que burundaise).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Un signalement a été adressé le 8 juin à la procureure de Paris par la sénatrice des Français de l'étranger Mé sur les agissements présumés de ce proviseur, Didier T. Malgré cela, aucune enquête interne n'a été lancée p ni par l'ambassade de France (dont un représentant sià ge au comité exécutif de l'école), ni par le ministà re de l'éducation nationale français (dont le proviseur est un personnel détaché), ni par l'Agence pour l'enseignen à l'étranger - l'AEFE (dont l'école est partenaire). Alertée à plusieurs reprises, l'ambassade de France avoir tardé à prendre la mesure de la gravité potentielle des faits rapportés, réduisant à plusieurs reprises, dans des documents internes, ces accusations à des problà mes de Â«Â management Â», et mettant deux mois à recevoir les plaignant·es. Le ministÃ"re des affaires étrangÃ"res assure que l'ambassade a Â«Â apporté écoute et accompa aux parties concernées Â». Des fonctionnaires français ayant eu connaissance du dossier regrettent pourtant le Â «Â mépris Â»Â avec lequel ces témoignages auraient été traités. Également contactés, le ministÃ"re de lâ€ l'AEFE n'ont pas souhaité réagir. Le proviseur, lui, nie la plupart des faits reprochés et s'estime victime d'une Â «Â manipulation Â »Â venant d'employé·es mécontent·es des réformes qu'il aurait impulsées l'établissement. «Â Climat de peur Â » Arrivé au Burundi début septembre 2020, le directeur de l'école franA rapidement instauré un climat singulier au sein de ses équipes, rapportent les témoignages – à l'origine destinés autorités françaises â€" dont nous avons pu prendre connaissance. Un épisode en particulier a marqué les esprits. En 2020, alors qu'il passe ses premiers jours au Burundi en quarantaine Covid dans un hà tel de la capitale, Didier T. rencontre deux enseignantes de l'école française, confinées dans le même hà tel que lui. Lire l'intégralité de Mediapart

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 25 April, 2024, 01:38